

## Compétitivité et environnement ?

Jean-Philippe BOUIN (FDSEA 85 - FNSEA 44)

07/03/2010 | Mise à jour : 12:25



***L'agriculture et ses filières doivent encore réaliser des progrès de productivité tout en respectant mieux l'environnement. Redoutable défi ! Le colloque organisé au SIA par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), a montré que des solutions existent mais que, pour pouvoir être reproductibles, elles ont besoin d'être plus largement expérimentées...***

Compétitivité et environnement ; pour beaucoup les deux termes sont antinomiques : c'est la recherche de la compétitivité agricole qui a conduit à la dégradation de l'environnement, et prendre en compte le respect de l'environnement dans la manière de produire augmente automatiquement les coûts de production. Depuis quelques années, pour concilier les deux, on parle de mettre en place une agriculture « écologiquement intensive ». Les expériences se multiplient mais ce type d'agriculture manque encore de références pour pouvoir se diffuser très largement. C'est ce qui a amené l'INRA à organiser, le 2 mars, dans le cadre du Salon de l'Agriculture (SIA), un colloque intitulé « Compétitivité et environnement : le défi agricole. Le rôle pour la PAC ».

Son premier mérite a été de rappeler la définition du terme « compétitivité », trop souvent confondu avec celui de « production maximale ». Il s'agit bien d'une notion relative. « Une entreprise n'est pas compétitive dans l'absolu mais par rapport à ses concurrentes », a précisé d'emblée Chantal Mouël, de l'INRA. On distingue la compétitivité par les prix, c'est-à-dire la capacité pour une entreprise de proposer sur le marché le même produit que ses concurrentes, mais à un prix moindre ; et la compétitivité par la différenciation des produits, autrement dit la capacité de fournir un produit spécifique que les consommateurs sont prêts à payer davantage. Les deux s'appliquent aux entreprises agricoles malgré leurs spécificités. Or les pertes de marché qu'ont connues ces dernières années les filières agroalimentaires françaises, à l'intérieur même de la zone euro, amènent à s'interroger sur leurs capacités productives.

Pas de recettes nationales

Concernant la production agricole, des exemples cités lors du colloque pour les grandes cultures montrent qu'on peut concevoir de nouveaux systèmes de culture permettant de diminuer la pression des bioagresseurs et la demande en azote des cultures, tout en maintenant des rendements élevés. D'autres tendent à prouver qu'en production laitière des systèmes valorisant l'herbe rémunèrent bien le travail, tout en respectant l'environnement.

Mais, dans les deux cas, leurs présentateurs ont pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas de recettes transposables et diffusables telles quelles sur tout le territoire. De même, les nouvelles techniques herbagères sont pour l'instant considérées comme passéesistes par les jeunes générations d'agriculteurs. D'où l'appel lancé, tant par Guy Riba, vice-président de l'INRA, que par sa présidente, Marion Guillou, aux organismes professionnels et de développement des filières agricoles et alimentaires, afin d'organiser une coopération étroite pour négocier ensemble ce virage crucial pour l'agriculture française.

Cependant, pour réussir, cette réorientation a besoin d'une PAC qui donne plus de lisibilité et de sécurité aux exploitants agricoles français et européens, que l'extrême volatilité des cours qui leur est actuellement imposée. Opinion partagée tant par les chercheurs que par les responsables de l'agriculture et de l'agroalimentaire.